

## **Service public de l'orientation: « Tout devrait être remis à plat » lors de négociations en janvier (J-P. Bellier, Igen)**

**À lire aussi** La loi de décentralisation ne doit pas « casser la dynamique » du service public de l'orientation (J-R. Pitte, DIO) AEF n° 185914 du mercredi 24 juillet 2013 - EJ Le service public de l'orientation issu de la loi de 2009 présente un « bilan décevant » (rapport d'inspection) AEF n° 181092 du jeudi 4 avril 2013 - EJ

**Cette dépêche fait partie du dossier :** [Service public de l'orientation](#)

« À titre personnel, je ne donne pas cher de la peau du SPO version 2009 », déclare Jean-Pierre Bellier, Igen lors du colloque de l'ANDCIO le 6 décembre 2013. « Il en restera peut-être quelque chose dans la labellisation et le cahier des charges mais pas dans la gouvernance du système » car « tout devrait être remis à plat ». Jean-Pierre Bellier signale que « les recteurs savent aujourd'hui qu'un travail va être mené pour sortir de l'ornière » et que ceux-ci « sont davantage outillés pour donner à leurs services les moyens de mieux se positionner » dans le service public de l'orientation. L'Igen ajoute qu'il faut « sortir par le haut d'une situation ubuesque » qui fait que « 50 nouveaux DCIO par an » sont nommés alors que le nombre de CIO se réduit. Des « négociations » s'ouvriront en janvier entre le ministère de l'Éducation nationale et les acteurs de l'orientation. L'ANDCIO souhaite pour sa part une reconnaissance statutaire du métier de directeur de CIO.

« Ce sera à chaque recteur, à chaque préfet et à chaque président de conseil régional de faire que la mayonnaise du SPRO prenne dans les meilleures conditions », affirme Jean-Pierre Bellier, Igen, devant les directeurs de CIO de l'ANDCIO réunis en congrès le 6 décembre. Des négociations s'ouvriront entre le ministère et les acteurs de l'orientation en janvier 2014, dans le cadre de la mise en place du SPRO.

S'agissant de l'organisation des services académiques et d'orientation et de leur articulation avec le SPRO, l'inspecteur général « ne pense pas que l'administration centrale propose une ligne de conduite trop ferme ». Ainsi, « tout dépendra de la capacité du recteur à définir les lignes à ne pas franchir [par le conseil régional]. Et sa force sera proportionnelle à la cohérence de sa politique d'orientation, appuyée sur le CSAIO et les IEN-IO », insiste Jean-Pierre Bellier. « Si ces interlocuteurs sont stables, le recteur aura des arguments pour dire au président de région qu'il participe réellement à l'offre d'orientation sur le territoire. »

### **50 NOUVEAUX DIRECTEURS DE CIO PAR AN : « UNE CONTRADICTION » ?**

> Des discussions s'ouvriront en « janvier » car « il est urgent de réexaminer la carte, l'organisation et les missions des CIO », poursuit-il. « Pas seulement en termes strictement quantitatifs, mais aussi en termes de positionnement des acteurs et de réponses aux besoins exprimés par nos publics. » Jean-Pierre Bellier assure qu'en termes d'évolution professionnelle des directeurs de CIO, le regroupement de CIO actuellement en cours n'entame pas « la volonté du ministre de donner aux directeurs de CIO de nouvelles perspectives capitalisant à la fois leurs compétences professionnelles en matière d'orientation et en même temps leurs compétences en termes de management ».

À ce stade, « c'est la DGRH qui est amenée à travailler sur ces perspectives et à émettre des préconisations. Il existe de nombreuses pistes qui ont toutes vocation à permettre à la profession de sortir par le haut de la contradiction où elle se trouve parfois aujourd'hui ». L'Igen relève en effet que « 50 nouveaux directeurs de CIO sont en formation à l'Esen alors qu'on s'interroge sur le nombre de CIO ». « On ne peut pas proroger cette situation indéfiniment et mon travail a consisté à en alerter les décideurs. »

« Les DCIO sont-ils de véritables personnels d'encadrement ? », interroge un directeur de CIO dans la salle. « Si oui, considérons les comme tels et donnons leur le statut équivalent. Ou bien DCIO deviendra un titre honorifique. » Jean-Pierre Bellier affirme que « le grade de DCIO ne doit pas être un vrai faux grade, une vraie fausse distinction car cela entretient une ambiguïté dont nous sommes tous victimes ». Mais « soyez rassurés », ajoute-t-il : « La question est traitée politiquement et pas uniquement administrativement. »

## **DCIO : UN PERSONNEL D'ENCADREMENT SANS STATUT**

Aujourd'hui, le DCIO est « un touilleur de mayonnaise », selon Jean-Pierre Bellier : « il est l'interlocuteur de l'IEN-IO dans le meilleur des cas, celui du CSAIO de temps en temps. Ses collègues COP lui reconnaissent des fonctions assez mal définies et non confirmées par une position réelle. » « Ma position personnelle, je le précise, est que nous devons acter que les DCIO sont vraiment des personnels d'encadrement au carrefour des politiques éducatives, de vie scolaire et d'orientation », précise-t-il, ajoutant que « ce sera au politique de statuer ». Par le passé, « on a eu trop tendance à segmenter les choses. Pour moi, le DCIO et les COP doivent être capables d'avoir une vision panoramique sur ces trois champs. » Et « le CIO doit avoir pour ambition de proposer une culture sociale, économique et professionnelle aux élèves ».

Quant à la question du nombre de CIO, « c'est un faux problème, et les bruits qui courent sur la réduction de leur nombre est le fruit d'une ambiguïté liée à la réponse à la QPC quant au nombre minima de CIO dans un département », indique Jean-Pierre Bellier (AEF n°150827). Parallèlement, « la question de leur statut juridique se pose ». « Certains proposent la création d'un statut d'établissement public administratif. Si cette option était envisagée, il pourrait ainsi advenir qu'un CIO 'tête de réseau' bénéficie d'une personnalité juridique. Mais, si cela advenait, il conserverait des implantations au plus près des territoires ». « Il faut donc arrêter d'imaginer que le nombre de CIO va se réduire comme peau de chagrin. Car beaucoup d'autres options sont possibles pour l'avenir », conclut-il.

## **REPENSER AUSSI LE RÔLE DES IEN-IO ET DES CSAIO**

Jean-Pierre Bellier évoque le cas des IEN-IO, que « le décret sur l'organisation des services académiques a laissé de côté ». « Ils en ont souffert. Ils ont une double hiérarchie et apparaît une certaine confusion quant à leurs priorités. Statutairement, ils sont les conseillers techniques des DASEN. Mais ils dépendent de la hiérarchie de leur académie. C'est un point qui pourrait être abordé dans les discussions en janvier. »

Pour leur part, les CSAIO « sont les conseillers techniques du recteur qui vont être appelés à être les interlocuteurs directs de l'ensemble des partenaires à l'échelon académique, et donc aussi des conseils régionaux », rappelle l'Igen. « Leur mission va donc se complexifier, nous le voyons déjà avec l'expérimentation du service public régional d'orientation. Mais ils doivent avant tout veiller à ce que les missions premières des services de l'orientation scolaire soient préservées. »